

lant. Depuis 1959, des sociétés gazières américaines ont investi environ 100 millions de dollars dans la découverte de réserves en Alberta. L'Alberta Conservation Energy Board a approuvé l'exportation de gaz naturel et a cru que les réserves seraient suffisantes, mais l'Office national de l'énergie, de par quelque droit divin, a renversé cette décision. Devant le comité des prévisions budgétaires en général, des représentants de l'Office ont avoué que la principale raison de cette décision était que deux centrales hydroélectriques éprouvaient des difficultés à fonctionner dans des régions très polluées de l'Ontario, qu'il leur faudrait peut-être adopter un type de combustible moins polluant et qu'elles devraient être protégées.

Même l'Office national de l'énergie a admis que l'utilisation du gaz naturel dans les centrales serait presque certainement de courte durée, car le charbon est un combustible bien moins coûteux et que ce n'est qu'une question de temps et d'argent, surtout d'argent, avant que les centrales thermiques soient en mesure d'utiliser le charbon en tant que combustible non polluant. L'Office a donc décidé d'interdire l'exportation de gaz. On a pris une décision politique avec un minimum d'effort politique.

Ces décisions spéciales que prend le gouvernement ont été facilitées sur le plan politique. Le gouvernement a fait preuve de distinction injuste envers l'Ouest du Canada, estimant avoir le droit de le faire n'importe quand. Il a fait preuve de distinction injuste envers le secteur des ressources naturelles, non renouvelables, dont on s'émeut et dont on craint vaguement qu'un jour elles viennent à s'épuiser. On estime en général devoir les conserver pour notre propre usage. Nous oublions peut-être que nous usons parfois des ressources des autres, croyant en avoir le droit et avoir raison de le faire.

Dans une discussion sur l'opportunité de restreindre au Canada les investissements de capitaux étrangers, on ferait bien de voir ce qui s'est passé au Mexique. On dit souvent que le Mexique a su garder son indépendance politique à bon marché sur le plan économique. La politique d'expulsion des investissements de capitaux étrangers de certaines industries a réussi surtout grâce à des emprunts à l'étranger, vu le manque de ressources financières du pays. Aussi, le Mexique dépend encore des capitaux étrangers bien qu'il s'agisse surtout du financement de dettes contractées à l'étranger. Par ailleurs, la capacité du pays à amortir la dette est minée par des revenus d'exportation insuffisants qui résultent en partie du fléchissement de la demande mondiale des matières premières traditionnelles du Mexique et aussi des politiques protectionnistes qui n'ont pas stimulé l'exportation de produits ouverts. A mesure que la balance des paiements s'est détériorée, le Mexique a dû emprunter davantage à l'étranger, capital et dette. La stratégie du Mexique s'est donc retournée contre le pays qui, à la suite de ses propres politiques, retombe entre les pattes de l'investisseur étranger.

Monsieur l'Orateur, les Canadiens ne peuvent garder la direction de leurs affaires économiques, à moins de vivre dans une société enrégimentée que grâce à leurs propres efforts. Le gouvernement propose de limiter les investissements étrangers d'une manière qui nous est bénéfique en supposant que tous les capitaux, canadiens ou étrangers, iront où le gouvernement les dirige dans l'intérêt public. C'est ce que l'Office national de l'énergie a fait quand il s'est récemment opposé à l'exportation de gaz naturel. Après avoir premièrement laissé entendre que les exportations de gaz seraient accessibles aux capitaux étrangers et permis que les investissements se fassent, l'Office natio-

nal de l'énergie n'autorise plus maintenant l'exportation de gaz. L'intérêt public a probablement été bien servi, mais ces capitaux auraient-ils été investis si on avait su que l'exportation du gaz allait être interdite? J'en doute. C'est peut-être ce qui explique que le tiers des installations destinées à l'extraction du gaz sont inemployées. Si les Canadiens veulent jouir de l'indépendance économique et maintenir leur niveau de vie actuel, ce qu'ils vont d'ailleurs demander publiquement et obtenir, à moins de créer un état policier, il va falloir exiger une grande activité économique.

Si nous voulons adopter une nouvelle stratégie économique qui va nous permettre d'atteindre notre objectif prédéterminé, il va falloir envisager une question fondamentale: quel type de structure économique notre pays doit-il adopter. Selon moi, il faudra décider si nous voulons que de plus en plus de nos biens et services soient produits par le gouvernement ou si nous voulons que le secteur privé exerce une plus grande activité économique. Selon diverses estimations, environ 47 p. 100 du revenu national brut irait aux trois paliers de gouvernement. Cette tranche s'accroît rapidement et continuera vraisemblablement de le faire pendant quelque temps.

Depuis 25 ans, le Canada a assez bien réussi à atteindre un plein emploi raisonnable, la stabilité relative des prix, une balance des paiements viable et dans les diverses régions, une distribution plus équitable du revenu. En cette voie, malgré nos politiques incohérentes, nous avons été favorisés, pendant l'après-guerre, par la tendance générale vers des échanges internationaux plus libres qui représentent environ 25 p. 100 du produit national brut du Canada. En deuxième lieu, pendant la même époque aussi, le Canada a pu maintenir son taux de change inférieur à celui qu'aurait dicté le marché, ce qui a stimulé l'activité économique. Troisièmement, pendant la plus grande partie de cette période d'après-guerre, nous avons pu importer des capitaux en quantités considérables pour financer l'agrandissement d'usines et l'augmentation de matériel et enfin, nous avons entretenu avec les États-Unis des relations économiques très spéciales.

Voilà maintenant modifiés ces quatre facteurs fondamentaux qui ont tant joué en notre faveur. Rien n'assure une expansion des échanges internationaux; nous semblons aborder une ère de protectionnisme et de restrictions commerciales; nous ne pourrions pas maintenir un taux de change artificiel pour le dollar et, quoi que fasse le Canada, il y aura beaucoup moins d'entrées de capitaux pour le financement de l'expansion nationale. Nous entrons dans une période où les relations économiques avec les États-Unis prennent une autre tournure. Il semble bien probable que ce que le premier ministre (M. Trudeau) considère comme une grande réussite à Washington n'aurait été qu'un jeu de Guignol. Le président lui a prêté une oreille sympathique, mais ses fonctionnaires lui ont administré une tape sur le crâne.

M. Connolly ne semble pas l'homme qui fait des distinctions parmi ses ennemis et, toute proportion gardée, le Canada avec sa contribution au déficit américain lui ressemble. Mais maintenant que la situation internationale évolue, les Canadiens ne voudront-ils pas jouir d'un niveau de vie raisonnablement élevé, d'une embauche pour ainsi dire totale et de prix moyennement stables?

J'ai bien aimé le discours du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Il a parlé de l'accord sur l'automobile et de sa genèse. En 1965, a-t-il mentionné, le choix offert à l'industrie automobile était entre l'intégration comme nous l'avons actuellement, avec toute une gamme de